AML IV (Directive 2015/849) – quelques morceaux choisis

17 novembre 2016

Conférence A.L.C.O. – A.L.J.B

Introduction

Le processus législatif de la IV^{ème} Directive

20 mai 2015
Adoption du texte par le Parlement européen ainsi que du Règlement 2015/847 sur les informations accompagnant les transferts de fonds

5 juin 2015
Publication au Journal Officiel de l'Union Européenne ("**UE**")

25 juin 2015
Entrée en vigueur

5 juillet 2016
Proposition de la Commission Européenne d'une Directive modifiant la IV^{ème} Directive

26 juin 2017
Date de transposition de la Directive

© Arendt & Medernach 2016

Introduction

Changements majeurs de la IV^{ème} Directive

- **Elargir le champ d'application** à certaines personnes et activités
- Eriger en **infraction primaire** la fraude et/ou certaines infractions en **matière fiscale**
- Développer et modifier l'approche basée sur les **risques**
- Nouvelle définition des **personnes politiquement exposées**
- Renforcer la **transparence** principalement au niveau des **bénéficiaires effectifs** ("BE")
- Renforcer le régime de **coopération** entre les **Cellules de Renseignement Financier** ("CRF")
- Renforcer les pouvoirs de sanction des autorités compétentes

© Arendt & Medernach 2016

Agenda

I. Une nouvelle catégorie d'infraction primaire

A. L'infraction fiscale pénale érigée en infraction primaire

B. Le projet de loi n°7020

II. Les bénéficiaires effectifs sous la IV^{ème} Directive

A. Définition générale

B. Le régime des bénéficiaires effectifs

III. AML IV – Quo Vadis?

© Arendt & Medernach 2016

I. Une nouvelle catégorie d'infraction primaire

A. L'infraction fiscale pénale érigée en infraction primaire

B. Le projet de loi n°7020

© Arendt & Medernach 2016

A. L'infraction fiscale pénale érigée en infraction primaire

- Recommandations modifiées du Groupe d'Action Financière de 2012
- Considérant 11 de la IV^{ème} Directive : définition large d' « activités criminelles » pour inclure les infractions pénales liées aux impôts directs et indirects
- Article 3(4)(f): « *les infractions fiscales pénales liées aux impôts directs et indirects et telles que définies par le droit national des EM* »
- Absence d'harmonisation au niveau des EM

© Arendt & Medernach 2016

B. Le projet de loi n°7020

La liste des infractions primaires de l'article 506-1 du Code Pénal est étendue afin d'y inclure les infractions fiscales pénales

Type	Définition	Sanction	Infraction primaire
Fraude fiscale simple	Tromperie ayant conduit à ce que **des impôts, droits et taxes aient été éludés ou des remboursements aient été indûment opérés**	**Administrative**	
Fraude fiscale aggravée (article 396 al.5 code général des impôts (« CGI »), 80§1 loi modifiée du 12 février 1979, 29 al.1 loi modifiée du 28 janvier 1948)	**Fraude aggravée car portant sur un montant significatif**	**Pénale** (1 mois à 3 ans d'emprisonnement + amende de 25.000 € au sextuple des impôts éludés / des remboursements indûment obtenus)	
Escroquerie fiscale (articles 396 al.6 CGI, 80§1 loi modifiée du 12 février 1979, 29 al.2 loi modifiée du 28 janvier 1948)	Caractère de gravité supplémentaire en ce que l'escroquerie fiscale implique en plus **l'emploi de façon systématique de manœuvres frauduleuses dans l'intention de dissimuler des faits pertinents** à l'autorité ou de la persuader de faits inexacts	**Pénale** (1 mois à 5 ans d'emprisonnement + 25.000 € d'amende au décuple des impôts éludés / des remboursements indûment obtenus)	

© Arendt & Medernach 2016

II. Les bénéficiaires effectifs sous la IV^{ème} Directive

A. Définition générale

B. Le régime des bénéficiaires effectifs

1) Des sociétés et autres entités juridiques

2) Des fiducies / trusts

© Arendt & Medernach 2016

A. Définition générale

- **Bénéficiaire effectif:**

La ou les personnes physiques qui, en dernier ressort, possèdent ou contrôlent le client et/ou la ou les personnes physiques pour lesquelles une transaction est exécutée, ou une activité réalisée

- **Modification:**

  - Sous la 3ème Directive AML: un pourcentage de **25% plus une action était suffisant pour prouver la propriété ou le contrôle**

  - Sous la 4ème Directive AML: ce seuil n'est plus qu'une **indication de propriété directe ou indirecte**

- A défaut de pouvoir identifier une personne physique répondant au critère de BE, quid?

© Arendt & Medernach 2016

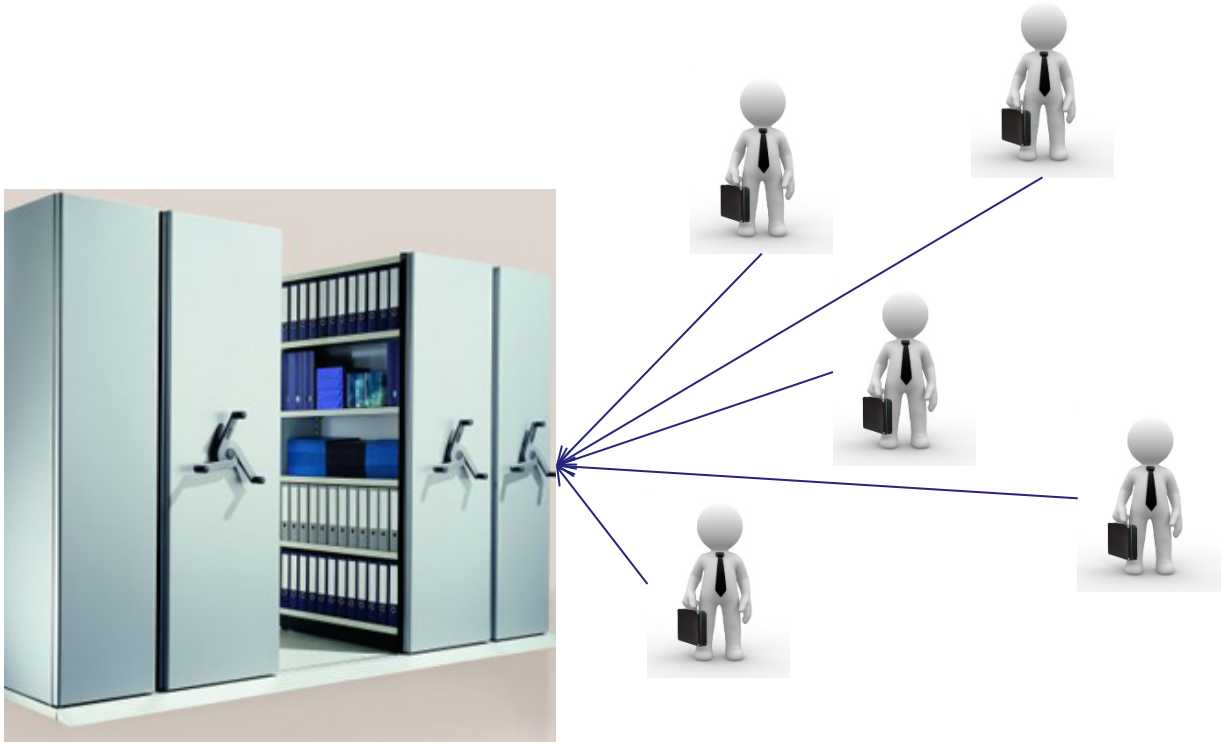
B. Le régime des bénéficiaires effectifs

1) Des sociétés et autres entités juridiques : le régime du dossier interne à la société

© Arendt & Medernach 2016

B. Le régime des bénéficiaires effectifs

1) Des sociétés et autres entités juridiques: le régime supplémentaire du registre central



© Arendt & Medernach 2016

B. Le régime des bénéficiaires effectifs

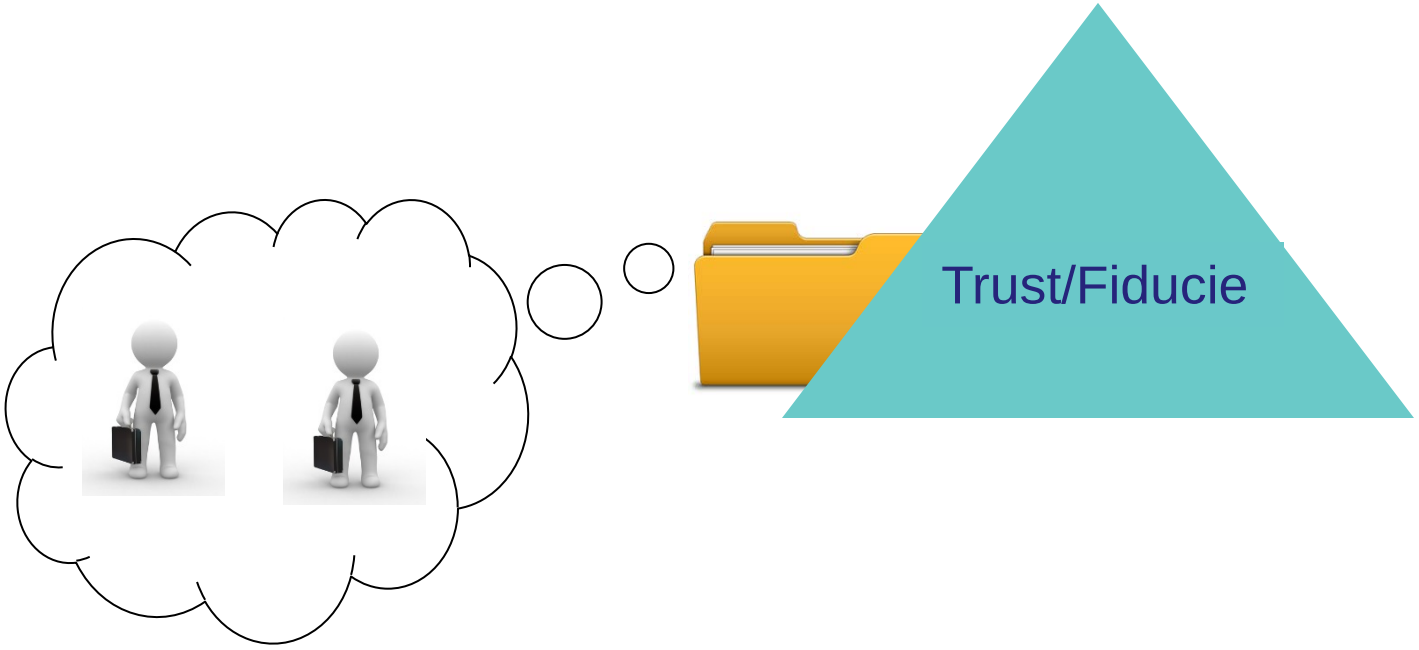
1) Des sociétés et autres entités juridiques

- **<u>3 niveaux d'accès aux informations</u>:**
  - autorités compétentes et CRF (sans restriction et sans alerter l'entité);
  - aux entités assujetties dans le cadre des mesures de vigilance;
  - à toute personne ou organisation démontrant un intérêt légitime (accès limité)
- Possibilité de **communiquer ces informations aux CRF et autorités compétentes d'autres EM**
- **Dérogation dans des circonstances exceptionnelles peut être prévue par les EM**

© Arendt & Medernach 2016

B. Le régime des bénéficiaires effectifs

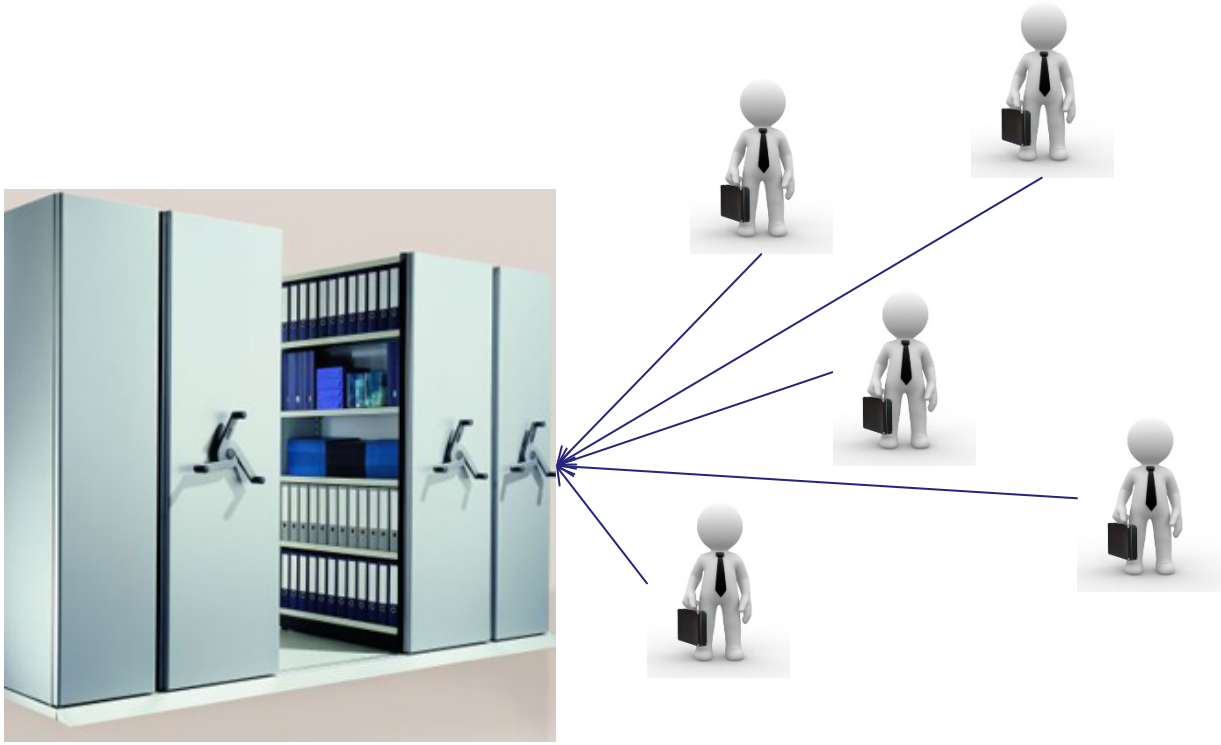
2) Des fiducies / trusts: le régime du dossier interne



© Arendt & Medernach 2016

B. Le régime des bénéficiaires effectifs

2) Des fiducies / trusts : le régime supplémentaire du registre central



© Arendt & Medernach 2016

B. Le régime des bénéficiaires effectifs

2) Des fiducies / trusts

- **Registre central lorsque la fiducie/le trust génère des conséquences fiscales**
- **Informations** sur:
  - constituant
  - fiduciaire/trustee
  - protecteur (le cas échéant)
  - bénéficiaire ou de la catégorie de bénéficiaires
  - toute autre personne physique exerçant un contrôle effectif sur la fiducie/ le trust

- **Accès**
  - **sans restrictions** aux **autorités compétentes** et aux **CRF**
  - peut être donné aux **entités assujetties dans le cadre de la vigilance à l'égard de la clientèle**
  - **pas d'accès à des tiers pouvant justifier d'un intérêt légitime**

© Arendt & Medernach 2016

III. AML IV – Quo Vadis?

- Contexte
- Identification des BE
- Le registre des BE

© Arendt & Medernach 2016

AML IV – Quo Vadis?

- **Contexte**
  - Proposition de modification de la IV^{ème} Directive du 5 juillet 2016
  - Projet de rapport du Parlement Européen du 7 novembre 2016

- **Identification des BE**
  - Personnes ayant 10% de participation lorsque l'entité juridique est une entité non-financière passive

- **Le registre des BE déjà revisité**
  - Accès élargi dans certains cas de figure
  - Interconnexion des registres centraux

© Arendt & Medernach 2016

Nous contacter

- Glenn Meyer
  - Associé
  - Banking and Financial Services
  - Tel : (352) 40 78 78 352
  - Email : glenn.meyer@arendt.com

© Arendt & Medernach 2016